

ENVIRONNEMENT MENACE: IL FAUT TROUVER DE NOUVELLES VALEURS

par Paul ERBRICH s. j., Munich

Comment agir face à la menace d'une destruction de l'environnement? A cette question on obtient principalement deux réponses. Nous devons soit changer notre manière de penser, trouver de nouvelles valeurs ou encore préparer une nouvelle éthique; soit changer notre manière de vivre, en nous révoltant contre la dictature de la consommation. La dernière encyclique *Centesimus annus* du pape fait sienne, non sans raisons, ces exigences.

Des conseils dérisoires

Lorsqu'on cherche les implications de cette nouvelle manière de penser ou de vivre, on obtient d'habitude d'excellents conseils pratiques proposant par exemple de développer la récupération et le recyclage des déchets. Ces conseils, certes pleins de bon sens, semblent pourtant inadaptés et bien périphériques face à l'ampleur de la menace.

Lorsqu'on insiste pour obtenir une réponse adaptée, qui touche au cœur des problèmes, on nous dira certainement qu'il faut réduire «par tous les moyens» (même au prix d'une suspension des droits de l'homme?) l'accroissement de la population. Il est probable pourtant, que la seule solution humaine pour arrêter l'explosion démographique, consiste à améliorer les conditions de vie dans les pays pauvres. L'histoire montre avec évidence que le taux de croissance démographique baisse dès que les conditions de vie s'améliorent, et ceci bien avant l'apparition des industries pharmaceutiques. Cette amélioration implique cependant une croissance économique, et c'est à juste titre, semble-t-il, que la demande d'un arrêt de la croissance économique, présentée il y a vingt ans par le premier rapport du Club de Rome, n'est plus prise en considération. On omet cependant de préciser que ce ne sont pas seulement les individus, parce qu'ils sont trop nombreux, qui mettent en péril la création. Une trop grande consommation d'énergie représente un tout aussi grand danger.

Pollution et niveau de vie

Le Japon, qui a pu résoudre dans les années 70 un gros problème de pollution atmosphérique, devenant par la même occasion le leader en matière de contrôle de l'air, en est un excellent exemple. Aujourd'hui, sa pollution atmosphérique augmente à nouveau; elle n'est pas due à une démographie galopante, mais à une augmentation vertigineuse du niveau de vie qui entraîne à son tour une augmentation non maîtrisable de la consommation de pétrole et d'électricité.

L'enfer d'une multiplication

Quand on analyse les chiffres, on constate qu'entre 1930 et 2000 la population de la planète aura passé de 2 milliards à plus de 6 milliards d'habitants (multiplication par 3). Durant la même période la consommation d'énergie par année aura quant à elle passé de 1,86 à 11,2 TW¹ (multiplication par 6). Il est révélateur de constater aussi que la consommation par individu et par année est en train de tripler, passant de 1,8 à 5,6 kW dans les pays industrialisés, alors qu'elle double à peine (0,37 à 0,56 kW) dans les pays en voie de développement. (Il s'agit d'une moyenne qui cache d'énormes disparités entre ces différents pays.) L'augmentation de la consommation d'énergie a donc principalement profité aux pays industrialisés. Si nous souhaitons que les pays en voie de développement nous rejoignent, il faudra pouvoir mettre à la disposition de 10 à 15 milliards d'habitants 46,5 à 69,7 TW/an d'énergie primaire (énergie brute), sans tenir compte des suppléments d'énergie nécessaires à la préparation des matières premières et à la destruction des déchets. Une telle intensité énergétique n'est tout simplement pas supportable!

Le prix du «copyright»

Il est donc évident que notre civilisation n'est pas copiable. Elle devrait pourtant l'être, car, que cela nous plaise ou non, tous les yeux sont posés sur nous dans le même désir de nous ressembler. Ainsi, si les pays en voie de développement doivent réduire leur démographie, nous devons faire de même avec notre consommation annuelle d'énergie par individu, sans quoi nous perdons tout droit moral de donner des conseils au Tiers monde.

Ceci nous conduit naturellement à une deuxième exigence: la croissance économique doit cesser dans les pays qui vivent dans l'opulence, processus considéré comme irréaliste par beaucoup. Les économistes nous prouvent que l'économie doit croître à la façon d'un avion qui doit maintenir une vitesse de croisière minimale sous peine de s'écraser. Les sociologues nous mettent en garde contre les conflits de répartition qui éclateraient en l'absence d'une telle croissance. On ne peut, disent-ils, ôter à un individu quelque chose qu'il possède déjà pour le donner à un tiers possédant beaucoup moins. On peut, dans le meilleur des cas, partager une acquisition supplémentaire qui vient d'être réalisée. Enfin, chacun, pauvre ou riche, attend, demande, revendique, exige toujours plus de revenus, bien que chaque franc supplémentaire sur un compte bancaire entraîne inévitablement une consommation supplémentaire d'énergie.

Une croissance sélective

Il faut donc évoluer d'une croissance fondée sur l'augmentation de la productivité (rationalisation du premier genre) vers une croissance ayant pour but l'augmentation du rendement de l'énergie utilisée, la diminution des déchets et de leurs nuisances, etc. (rationalisation du second genre).

¹ Un térawatt (TW) = 1 billion ou 10¹² watt (W) (c'est-à-dire 1.000.000.000.000 W).

Il ne s'agit pas d'autre chose que du concept de croissance qualitative déjà connu. Il n'est malheureusement appliqué que dans la mesure où il n'entrave pas la rationalisation du premier genre et, partant, la croissance du revenu. Le fait est, que la consommation annuelle d'énergie primaire, qui est de 5,6 kW par individu, diminue à peine et que la consommation des deux énergies secondaires les plus usitées, l'électricité et le carburant, augmente sans interruption, alors qu'on les utilise avec toujours plus d'efficacité.

La croissance qualitative se résume comme suit: bien des choses peuvent croître, mais pas toutes! Le produit national brut peut augmenter à condition que la consommation par individu d'énergie fossile diminue régulièrement. Je propose comme critère de croissance concret une diminution de la consommation par individu et par année de 3,7 kW en 35 ans. Les 1,9 kW restants seraient réservés comme carburant pour les transports, les matières premières pour la chimie et la production de carburants liquides à base de charbon.

Un confort remis en question

Il faut prendre conscience que durant ce court laps de temps il sera difficile de remplacer totalement cette quantité d'énergie fossile par des réserves d'énergie non fossile (il n'y a que l'énergie atomique) et par des sources d'énergie renouvelable (il n'y a que l'utilisation directe ou indirecte de l'énergie solaire). Concrètement cela veut dire qu'il faudra pouvoir nous contenter de moins d'énergie. Non seulement il conviendra d'améliorer le rendement énergétique, mais il sera aussi nécessaire de réduire, ou du moins de ne pas multiplier les «robots domestiques» et les services gourmands en énergie.

En d'autres termes, l'inflation des besoins, excitée de l'extérieur par une économie condamnée à croître et de l'intérieur par les idées dominantes guidant des acteurs économiques (par exemple les notions de développement, d'émancipation personnelle maximale et le refus de tout fardeau) doit être freinée et, ensuite, le niveau des besoins pourra être abaissé. Mais personne ne semble vouloir cela. J'en prends pour preuve le fait que les «alternatifs» promettent à leurs fidèles la réduction de tous les maux, et cela, sans diminution de leur confort!

Mais pourquoi diable, devrions-nous renoncer, en l'espace d'une génération, à la consommation par individu et par année de 3,7 kW d'énergie fossile? Nous avons constaté qu'une des exigences fondamentales pour combattre la destruction de l'environnement est la maîtrise de l'explosion démographique, celle-ci impliquant l'amélioration des conditions de vie dans les pays en voie de développement. L'intelligence et le labeur des habitants des pays industrialisés ne sont pas les seules raisons de leur bien-être. Ils le doivent tout autant à une source d'énergie qui fut longtemps incroyablement bon marché, qu'on peut facilement raffiner, transporter, stocker et utiliser pour des applications aussi variées que la cuisine, le chauffage, la production électrique ou le fonctionnement d'un moteur: il s'agit du pétrole et, dans une moindre mesure, du gaz naturel. Tout autre produit de substitution sera nettement plus onéreux, même s'il est disponible en quantité, car sa préparation sera plus complexe et son utilisation délicate. Ceci est valable aussi bien pour l'uranium que pour l'énergie solaire.

Serrons-nous la ceinture pétrolière

Peut-on croire sérieusement que les pays en voie de développement pourront progresser avec d'autres moyens que ceux dont nous avons disposé, c'est-à-dire sans source d'énergie aux applications variées, donc bon marché? Si ce n'est pas le cas, il faut leur réserver la majeure partie du pétrole (peut-être la moitié de la quantité initialement disponible). Pour cela les gros consommateurs devront renoncer au pétrole et le remplacer par d'autres types d'énergie. Il est impératif de s'engager dans cette voie avant que le pétrole ne devienne rare et que, de ce fait, son prix ait doublé ou triplé. Car les pays en voie de développement ne pourraient alors plus en profiter et perdraient à jamais la chance de surmonter leur pauvreté. Un renoncement rapide au pétrole est, à long terme, la meilleure aide que nous puissions leur apporter.

Il y a urgence car le pétrole est rare à long terme. Les USA ont passé le sommet de la courbe de leur production en 1970. L'ex URSS est en train de le faire. Les grandes réserves facilement exploitables qui subsistent sont situées principalement dans les pays en voie de développement, surtout autour du Golfe persique et entre les embouchures du Mississippi et de l'Orénoque. Les réserves de charbon, dont les applications possibles sont moins variées et plus polluantes, se trouvent dans les pays industrialisés de l'hémisphère nord et en République populaire de Chine. Les pays industrialisés ont préservé leurs réserves énergétiques au détriment des réserves des pays en voie de développement, car ces dernières étaient plus faciles à exploiter et, de plus, meilleur marché (elles le sont toujours) que notre charbon. Si un minimum de sens de la justice ne suffit pas pour nous motiver à agir rapidement dans ce sens, on peut au moins espérer que l'effet de serre qui menace notre climat, nos récoltes et nos bords de mer nous incitera à le faire.

Mais je suis conscient qu'un tel programme de réduction de la consommation énergétique apparaît inconcevable même s'il est logique, raisonnable et nécessaire moralement. Pour pouvoir, malgré tout, dormir sur nos deux oreilles nous cherchons des échappatoires et rêvons au miracle.

Nous disons: augmentons le rendement de l'énergie utilisée, car elle est la plus importante dont nous disposons. La technique nous permettra de réduire la quantité d'énergie nécessaire pour les moyens de production et les services; d'ailleurs l'industrie y travaille depuis toujours.

Lorsque diminuer égale augmenter

Cela peut fonctionner dans le secteur secondaire où une économie d'énergie permet souvent des gains considérables. Dans les ménages, par contre, le résultat est moins évident. Enfin, si les nouveaux téléviseurs consomment nettement moins d'énergie que les anciens, ils ne se contenteront jamais de seulement 20 W. On oublie volontiers que le progrès a aussi une influence inverse: afin de produire une quantité de courant donnée dans une centrale alimentée par de l'énergie fossile, nous avons besoin de plus d'énergie aujourd'hui qu'il y a dix ans car l'électricité doit être le résultat d'une production propre. Pour cela, rien qu'en RFA il faut manipuler des millions de tonnes de calcaire et de plâtre, ce qui, évidemment, demande un supplément d'énergie. On n'avance pas non plus, si l'on réduit de 20% les effets provoqués par un processus de production donné, alors qu'en même temps, on augmente cette production de 30%!

Un don difficile à gérer

Nous disons que le soleil nous fait don de 15.000 fois plus d'énergie que nous en consommons. Cela devrait bien entendu suffire pour couvrir tous nos besoins. Pourtant cette énergie ne se laisse pas facilement dompter. En effet, pour réduire de 3,7 kW la consommation par année et par individu d'énergie fossile en une génération, les pays industriels devraient tapisser les régions désertiques avec 260.000 km² de panneaux solaires (c'est-à-dire une surface équivalente à celle de la RFA). Ce nombre est obtenu en admettant un rendement de 8%, que le soleil offre 250 W par m² et une population de 1,4 milliard d'habitants dans les pays industrialisés. Il faut y ajouter 100.000 km² nécessaires aux chemins d'accès, aux centres de production et d'entretien et aux logements des employés. La construction du système demanderait à elle seule un dixième de la production mondiale de matières premières. Bien sûr, l'énergie solaire peut être combinée à d'autres solutions. Dans le meilleur des cas il faudra pourtant encore 140.000 km² de panneaux solaires pour atteindre le but.

En outre le plus grand problème des centrales solaires est le temps qu'il leur faut pour qu'elles restituent l'énergie qui a été utilisée pour leur construction. A cause de la gourmandise en matériel des collecteurs, on l'estime aujourd'hui entre 10 et 20 ans (contre moins d'une année pour les centrales traditionnelles). Cela représente un tiers de leur durée de vie.

En ce qui concerne l'effet de serre, nous estimons que les prévisions climatiques actuelles sont incertaines, voire erronées. C'est possible, mais qu'en déduire? On n'a pas le droit de jouer à la roulette russe. Lorsqu'il s'agit de survivre, il faut donner la préférence à la prévision pessimiste. Dans le cas considéré, cela veut dire «réduire les gaz», comme lorsqu'on entre dans une nappe de brouillard au volant de sa voiture.

Cette règle joue le rôle d'une assurance tous risques. Elle est particulièrement solide puisqu'elle n'implique pas elle-même de nouveaux risques écologiques ou économiques. Ce qui est sûr, c'est qu'il faudra de toute manière remplacer à long terme les sources d'énergie fossile puisque les réserves se tariront indubitablement.

Réduire, réduire, encore réduire

Ainsi, pour combattre efficacement la destruction de l'environnement qui nous menace tout en donnant une chance aux habitants des pays en voie de développement, il faut, d'une part, réduire la consommation d'énergie fossile et augmenter le rendement de l'énergie utilisée, et, d'autre part, savoir

- réduire les déplacements en agissant tout autant sur les besoins objectifs que sur les besoins subjectifs;
- réduire l'utilisation des moyens de communication électroniques (programmes de télévision moins nombreux, par exemple, limitation des émissions aux week-ends);
- réduire la climatisation des lieux de travail et des logements;
- réduire l'automatisation dans la production et la gestion.

Il faut surtout renoncer à de nouveaux produits et services dont le besoin ne s'est pas encore fait sentir. Les innovations devront servir avant tout à la rationalisation de second ordre, c'est-

à-dire à améliorer l'efficacité des machines déjà existantes et à combattre les nuisances qu'elles provoquent.

On me répondra qu'un tel programme étrangle la croissance économique, provoque une crise et ouvre la voie à la dictature écologique. Possible, mais tôt ou tard, la croissance économique et l'augmentation du pouvoir d'achat des individus et de l'Etat devront être stoppés. Cela ne sera pas plus facile demain qu'aujourd'hui. Nous ne pouvons pas éternellement compter sur la technique et les mécanismes sociologiques pour régler seuls tous les problèmes, afin de permettre à l'individu de ne pas se sentir moralement concerné et d'autoriser chacun à atteindre la béatitude à sa façon.

Il sera difficile d'atteindre le but sans renoncer à des acquisitions possibles ou souhaitables. Il ne faut cependant pas négliger les avantages d'un monde qui offrira des moyens équitables de vivre à chacun, et cela sans détruire pour autant la création.

Adaptation française: C. von Siebenthal

Pour prolonger la réflexion...

«On peut dire que la crise écologique fait désormais partie de nos évidences culturelles. Mais tout en reconnaissant dans l'abstrait le problème de survie qu'elle pose à l'humanité, nous sommes loin d'en tirer les conséquences nécessaires. Nous admettons que notre économie doit s'inspirer non plus du modèle de l'expansion coloniale, mais de celui du fonctionnement cyclique des écosystèmes. Néanmoins, la croissance du produit national brut, chiffre écologiquement insignifiant et trompeur, continue à nous rassurer. Nous approuvons les économies d'énergie et, en même temps, nous nous estimerions «bêtes» en nous contentant de 18°C chez nous, alors que les autres locataires de l'immeuble s'offrent des chaleurs caniculaires en plein janvier.

La révision nécessaire de nos modes de vie et de nos priorités politiques conduit nécessairement à l'examen des motivations de nos comportements et des raisons de nos choix. La volonté de réagir de façon appropriée à la crise écologique ne peut pas contourner sa dimension de profondeur, qui est d'ordre éthique et spirituel. La crise écologique, en tant que crise de survie de la civilisation occidentale, ébranle les valeurs-phares de la société industrielle (désir de jeunesse immortelle, progrès matériel illimité). Elle révèle la pauvreté de sa richesse (substitution de l'avoir à l'être, dégradation du vivant au rang de chose et de ressource).»

Tiré de : **Et demain la terre... Christianisme et écologie**, par Otto Schäfer-Guignier. *Labor et Fides*, «Entrée libre» n° 11, Genève 1990, pp. 7-8.

(choisir, février 1992, pp. 24-29)